PASCAL PERRI

LE PÉRIL VERT

ANTICHASSE, ANTISPÉCISTES, ANTINUCLÉAIRE, ANIMALISTES, ANTI-CORRIDAS, ANTI-SAPINS, ANTI-TOUR DE FRANCE, ANTI-MÂLES BLANCS, ANTIAVION, ANTIVACCINS...

l'Archipel

LE PÉRIL VERT

DU MÊME AUTEUR

Retraites. La dernière chance, L'Archipel, 2019.
L'Écologie contre la démocratie, Plein Jour, 2016.
Les Impôts pour les Nuls, First, 2014.
Google. Un ami qui ne vous veut pas que du bien, Anne Carrière, 2013.
EDF. Les dessous du scandale, JC Lattès, 2010.
Ne tirez pas sur le foot. Contre les idées reçues, JC Lattès, 2011.
SNCF. Un scandale français, Eyrolles, 2009.
Les Défis du capitalisme coopératif, avec Georges Lewi, Pearson, 2009.
La Bataille du pouvoir d'achat, Eyrolles, 2008.
Toujours moins cher. Low cost, discount & Cie, Karthala/Les Éditions de l'Atelier, 2006.
Le Tourisme à la Martinique. Sous la plage… les conflits, Karthala, 2004.
Liban. Le complot, avec Abdel Rahim Hijazi, L'Harmattan, 2000.
Comores. Les nouveaux mercenaires, L'Harmattan, 1994.

PASCAL PERRI

LE PÉRIL VERT

Nos libertés menacées par les ayatollahs de l'écologie

l'Archipel

Un livre présenté par Michel Taubmann

Notre catalogue est consultable à l'adresse suivante :
www.editionsarchipel.com

Éditions de l'Archipel
92, avenue de France
75013 Paris

ISBN 978-2-8098-4263-0

Copyright © L'Archipel, 2021.

À ma mère, Marie-Andrée

Préambule

Le XXIe siècle devait être celui des sciences exactes et des découvertes salvatrices, voilà qu'il devient le siècle de la peur et des nouveaux sorciers de l'Apocalypse.

Le courant dominant dans le mouvement écologiste est antimarché, antitechnologie, antirecherche. Au fil des années, l'écologie est devenue, particulièrement en France, une ombrelle qui abrite les nouvelles causes : féminisme radical anti-« mâles blancs », antispécisme, antivaccins, anti-OGM, voire antiavion, anti-Tour de France… Le progrès est, pour certains de ces écologistes, une idéologie pernicieuse et dangereuse, un mythe qui aliène la liberté des individus, comme l'écrivaient en leur temps Jacques Ellul ou Ivan Illich. Ces Verts anticapitalistes, à la différence des Grünen allemands, défendent le surplace ou la décroissance. Quelques-uns, plus honnêtes, annoncent d'ores et déjà que le coup de frein frappera les plus modestes et les plus exposés, qu'il faut se préparer à un atterrissage douloureux.

Le courant écologiste français est le produit de nombreuses influences. Il regroupe anciens cathos de gauche issus de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne),

anciens gauchistes des années 1970 formés à l'agit-prop, aux procès staliniens sans appel, aux coups tordus d'appareil, ou enfin altermondialistes des années 2000 antimarché libre. Tous ont en commun de haïr l'économie de marché, les grandes entreprises, les mobilités et la production. Tous considèrent de près ou de loin que l'homme est coupable de piller les ressources de la Terre. Les Verts nous préparent en réalité une société du rationnement. En arrivant au monde, chaque individu, selon eux, hérite un droit de tirage limité sur son environnement… jusqu'à son terme de vie !

Des écologistes européens avancent timidement l'idée qu'au-delà d'un certain âge il devient inutile de soigner les malades. Chaque vie se résumerait à une quantité de CO_2 émise, à une empreinte environnementale. Dès 1979, des chroniques de l'ONG Greenpeace estimaient que les valeurs humanistes devaient être remplacées par des valeurs supra-humanistes. Traduisez : chaque cellule de vie est égale, aucune n'est supérieure à l'autre, l'homme est un résident de cette terre et la santé de la planète (*One Health*) prime sur tout. L'homme n'étant pas raisonnable au sens de la morale kantienne, il convient de le contraindre. C'est pourquoi ces écologistes proposent un contrat d'usage très encadré à chacun d'entre nous. Ils ne croient pas en la promesse du rapport Brundtland (1987) sur le découplage croissance/nuisances. Leur point de vue est que le progrès des techniques, la décarbonation des modèles de production ou l'arrivée du digital conduiront à un monde encore plus consumériste et, à ce titre, encore plus dangereux.

Face à la peur, ils proposent le repli. La peur peut être utile, dit le philosophe fétiche des écologistes Hans Jonas (1903-1993), inventeur d'une formule ambiguë, la « dictature bienveillante ». La peur permet d'anticiper

les catastrophes et de les prévenir. Elle postule une responsabilité non pas uniquement pour les actes passés mais aussi pour l'avenir. Dans certains cas cependant, elle justifie le pire et conduit à des solutions inappropriées. Sur quelles preuves scientifiques incontestables les écologistes fondent-ils leur jugement ? Et si ce vaste maelström idéologique était destiné à prendre la main sur la société ? Quelles sont les vraies références idéologiques des écologistes français ? À quoi ressemblerait la société du rationnement qu'ils nous proposent ? La démocratie telle que nous la connaissons y aurait-elle encore sa place ? Quels sont leurs projets politiques ? La question posée est celle de la raison humaine. Faut-il lui faire confiance ou, au contraire, assumer la contrainte comme le font déjà quelques élus municipaux écologistes ?

La gauche social-démocrate, humaniste[1], ayant renoncé à la révolution, la gauche de Michel Rocard qui misait sur le progrès pour améliorer la condition humaine sera-t-elle, et pour longtemps, surpassée par la gauche verte, porteuse d'un nouveau panthéisme, habitée par le doute ? Après les élections municipales de 2020, puis régionales et départementales de 2021, le parti socialiste, qui avait si longtemps dominé la gauche, semble dépassé par l'émergence de courants radicaux sur sa gauche. C'est un changement historique dans l'histoire de la gauche française, et bien plus accentué en France qu'ailleurs. Pouvons-nous confier notre avenir à des gens qui sont clairement misanthropes, à des militants qui ont déjà fait le procès de l'humanité et l'ont condamnée pour ses fautes ?

1. À Bade Godesberg, le SPD renonce au marxisme et prend clairement position en faveur de l'économie de marché.

1

Le cauchemar vert… une fiction ?

Paris, 15 août 2045. Un ciel bleu, sans un nuage. Quelques touristes italiens déambulent bruyamment dans le jardin des Tuileries. D'autres visiteurs, des Français du Sud-Ouest, traversent les jardins potagers ouverts aux Parisiens du quartier. Ils ont choisi d'utiliser leur crédit mobilité annuel pour passer cinq jours ouvrés à Paris. Ils s'y connaissent en culture, c'est leur métier depuis des générations. Ils peuvent sourire en traversant ces espaces jardiniers qui alimentent de temps à autre un petit marché local.

Depuis 2025, Paris s'est doté d'un commissariat à l'agriculture urbaine, comme d'autres villes de France gérées par les écologistes. En 2020, Paris comptait 30 hectares d'agriculture urbaine. Rendements faibles et qualité variable, mais qu'importe : pour l'équipe municipale, il fallait insister. C'est ce qui a été fait. Des espaces de culture maraîchère ont été ouverts dans les « dents creuses » de la ville. L'affaire n'a pas été conclue du jour au lendemain. La géographie de la ville a évolué lentement, mais sûrement. Au même rythme que sa géographie politique. Un glissement lent et, pour cette raison, imparable. Les socialistes élus avec les Verts ont

gouverné la ville jusqu'à ce que leurs alliés réalisent un des plus beaux hold-up de l'histoire politique. Hidalgo, l'ancienne maire, a dû remettre les clés de la ville, comme les bourgeois de Calais aux Anglais. Mais cette fois, les assaillants étaient à l'intérieur. Ils ont menacé de mettre en minorité la maire et ses troupes sur leur gestion calamiteuse. En 2030, le déficit de Paris était supérieur à 15 milliards d'euros. Anne Hidalgo n'est jamais parvenue à maîtriser les dépenses de fonctionnement de la ville, auxquelles participaient, paradoxalement, les Verts. Les 35 heures n'ont été appliquées à la mairie de Paris qu'à l'issue d'un long mouvement social entraînant la paralysie des services de propreté. L'armée mexicaine a plombé les budgets. On travaillait 32 heures, à Paris. Imaginez. Entre deux et trois mille équivalents temps plein pour pallier les heures perdues ! Les Verts ont posé un ultimatum en 2030, après que le fruit a mûri : le silence sur les finances contre le contrôle du conseil. Les alliés de l'équipe municipale, communistes et insoumis, très minoritaires à Paris, avaient tous d'autres projets, par exemple dans le domaine du logement, et voulaient édifier de nouvelles constructions pour accueillir des familles, respecter leurs engagements de campagne : rendre Paris aux Parisiens ! Les Verts s'y sont opposés. Les arbres et les champs avant les personnes ! La nature d'abord.

De la végétation et, ensuite, des individus. Mais pas l'inverse. Il fallait choisir entre une ville verte et une ville dense. C'est la première qui s'est imposée. En vingt-cinq ans, Paris est passé d'un peu plus de deux millions d'habitants à 940 000. Oh, la ville est calme. Voire champêtre. Elle ne ressemble plus à une capitale, totalement dépassée par Londres pour son attractivité commerciale et son dynamisme économique. Mais, à

Paris, on entend tinter les sonnettes des triporteurs dans l'ancienne rue de Rivoli, rebaptisée « promenade florale Yves-Cochet », en hommage à cet ancien ministre présenté dans les manuels scolaires comme le « père de la décroissance ».

Les voitures, mêmes électriques, ont disparu du périmètre central de la vieille ville. La mairie s'est beaucoup appuyée sur la réglementation européenne quand elle pouvait servir ses intérêts de court terme. Dans plusieurs villes du Vieux Continent, les voitures thermiques ont disparu entre 2025 et 2035, en particulier en Norvège et aux Pays-Bas. Comme beaucoup de maires écologistes, la socialiste Hidalgo a tout fait pour dégoûter les automobilistes, au cours de ses deux mandats. Dix ans pour rationner le nombre d'entrées, réduire la vitesse et supprimer les places de parking. Paris est un écrin… vide. Les pauvres ne viennent plus au centre-ville. Pour y accéder, il faut acheter un permis de circulation, hors de prix. Des navettes électriques de livraison sont autorisées à circuler tôt le matin et tard le soir. Les ruptures d'approvisionnement sont régulières dans les magasins alimentaires. Les Parisiens s'y sont habitués. Ceux qui vivent encore là sont les militants les plus convaincus de la justesse d'une révolution verte. Ils croient dans les vertus d'une ville lente. Le concept de décroissance est clairement revendiqué.

Imaginez : un grand champ de cultures vivrières face aux Invalides, des quais totalement végétalisés. Les voies de circulation, qui ne servent plus à rien, ont été réaménagées en chemins piétonniers et en pistes cyclables. En remontant la Seine, la végétalisation du parvis de l'hôtel de ville a donné lieu à de très lourds travaux de terrassement. Le premier étage du parking souterrain sous la place a été rempli de terres fertiles

et, pour soutenir ce poids, des tonnes de ciment ont été coulées au second sous-sol. Une aberration écologique, pour quelques chênes, mais l'équipe municipale y tenait. En dépit des avis d'experts et d'un bilan carbone calamiteux dénoncé par l'opposition, le petit bois a vu le jour. Maigre consolation : il offre désormais un peu d'ombre sur une place désertée par le public.

Il faut dire que les quelques attractions commerciales de la place de l'Hôtel de Ville ont disparu. Les cinq étages supérieurs de l'ancien BHV ont été achetés par la mairie et transformés en Université populaire Ali-Shariati, l'université de la différence et des communautés. Lorsqu'il s'est agi de nommer cette nouvelle cathédrale du savoir alternatif, les débats ont été longs et passionnés, au Grand Conseil citoyen de la ville. Les noms du psychiatre antillais et chantre de l'anticolonialisme Frantz Fanon, de l'historien et sociologue Jacques Ellul, de l'économiste décroissant Serge Latouche avaient été avancés. Le conseil municipal souhaitait plutôt honorer la mémoire de ses grands anciens, ces premiers élus qui avaient porté les idées fondatrices du mouvement. On est parfois prisonnier de ses propres excès. La démocratie par acclamation, portée aux nues par les élus eux-mêmes, s'est finalement imposée et c'est le nom du sociologue et philosophe iranien passé par la Sorbonne en 1959 qui est sorti. Ali Shariati, mort en 1977, un peu plus d'un an avant la prise de pouvoir par l'ayatollah Khomeiny en Iran, fut le véritable théoricien de la révolution islamique, à travers le concept d'islamo-marxisme, qu'il a inventé afin de concilier la religion et la lutte des classes, considérées jusqu'alors comme antagonistes par les marxistes traditionnels, et dont le mélange pouvait se transformer en dynamite pour faire exploser l'Occident libéral.

Revenons à notre vieux Bazar de l'Hôtel de Ville, honorable bâtiment mis en service en 1856, quatre ans après le Bon Marché, deux symboles honnis de la société de consommation. Le magasin a conservé son sous-sol historique, dédié aux travaux de la maison et du jardin. Le « fait maison » est devenu une activité dominante. Pas toujours très rentable et pas toujours très sûre, car on ne compte plus le nombre d'empoisonnements dus au retour des ravageurs en plein Paris. Tous les produits phytosanitaires et toutes les molécules de synthèse sont hors la loi locale, strictement interdits à la vente – et sur d'autres territoires du pays totalement interdits à la production. On trouve encore quelques circuits officieux pour se procurer des produits phytosanitaires. Même le commissariat à l'agriculture biologique a dû retirer de la vente l'huile de neem (produit issu du margousier) pourtant compatible avec des cultures biologiques, tant elle finissait par souiller les sols.

Les élus écologistes qui géraient quelques grandes villes de France ont procédé à la végétalisation et à la gentrification des centres-villes où les classes populaires ont disparu. Pour ceux qui n'étaient pas convaincus, ils ont tout misé sur la rééducation. Il fallait commencer par là. Ils ont inventé le concept de *post-vérité*. Il est des vérités au-delà de la vérité, des vérités au-delà de la science et, même si la science montre le Réel, elle peut mentir… Les scientifiques ont été recadrés. Ce fut, au début des années 2020, la première étape d'un vaste programme « d'émancipation » par l'écologie. Le mot d'ordre était de s'émanciper de la science. Pourquoi ? Parce que celle-ci était favorable aux scientifiques, et que les scientifiques n'ont pas vocation à dire ce qui est vrai. On leur demande désormais de refléter fidèlement la morale sociale.

L'université populaire Ali-Shariati, face à l'Hôtel de ville, a servi de prototype. On y a enseigné toutes les grandes matières, mais en y introduisant le corpus idéologique naturaliste : les sciences humaines ont pris le pas sur les sciences exactes, dont les recherches ont été totalement réorientées. Quand la science ment, il faut la passer au tribunal de la morale sociale ! Les enseignements dispensés dans les salles de l'université Shariati sont inspirés des enseignements de l'université américaine. Études de genre, études racialistes, enseignement des luttes intersectionnelles. Le magistère Rokhaya-Diallo est l'un des plus prestigieux. On y apprend comment la pensée blanche a été l'outil de domination des « Damnés de la terre », et que « pour les populations issues de l'histoire coloniale, les Lumières ont été plutôt aliénantes », selon la formule de la militante indigéniste Houria Bouteldja. Le débat sur les Encyclopédistes, sur le siècle des Lumières a changé de nature. Les auteurs du XVIII^e^ siècle qui n'avaient pas pris clairement position contre l'esclavage ont été soit déréférencés, soit exclus du contenu des enseignements. Voltaire a été banni, Diderot maintenu grâce à sa récusation magistrale de l'esclavage dans l'*Histoire des deux Indes* de 1780. Rousseau est considéré comme suspect. Lui qui, rapporte un témoin de son temps (Louis-Sébastien Mercier), se serait moqué d'un Noir charbonnier lors d'une promenade sur un quai. Victor Hugo, auteur de la terrible formule « au XIX^e^ siècle, le blanc a fait du noir un homme », est écarté. Même prononcés en présence de Victor Schœlcher, les mots du grand homme le chassent pour toujours des enseignements. Le père des *Misérables* paie le prix de sa formule du 18 mai 1871, « rendre la vieille Afrique

maniable à la civilisation, tel est le problème, l'Europe le résoudra ».

Un comité de révision des grands textes a été constitué pour nettoyer les auteurs indignes de l'enseignement. Quelques professeurs ont protesté, prétextant à juste titre que ces auteurs seraient étudiés sous cape, que les écarter reviendrait à en faire des martyrs et à abolir l'analyse historique. Rien n'y a fait. Au contraire, l'enseignement de la sociologue américaine Robin DiAngelo a été rendu obligatoire, en particulier son ouvrage sur la « fragilité blanche ». On enseigne aussi la pensée de l'historien journaliste britannique Chris Harman, dirigeant du Socialist Workers Party, mouvement trotskiste, auteur d'une formule célèbre : « Avec les islamistes parfois, avec l'État jamais ». L'éducation ou plutôt la rééducation sont élevées au rang de grande cause écologiste. Les étudiants ont été invités à travailler sur les centaines de textes de Chris Harman, publiés en langue anglaise dans des revues révolutionnaires, et portant sur l'histoire des idées. Harman estime par exemple que l'expérience communiste en Union soviétique n'a été qu'une réplique du capitalisme sous forme bureaucratique et étatique. Il dit aussi que les « révolutionnaires ne peuvent apporter leur soutien à l'État contre les islamistes, mais les révolutionnaires ne peuvent pas non plus soutenir les islamistes qui ne sont pas nos alliés ». Il choisit son camp et, avec lui, tous les militants qui adhèrent à sa pensée : « Sur certaines questions, nous serons du côté des islamistes, contre l'impérialisme, contre l'État, notamment en France et en Grande-Bretagne. »

L'enseignement de l'histoire et de la philosophie est réduit à celui des luttes historiques. Antonio Gramsci, révolutionnaire italien, membre fondateur du Parti

communiste italien, jugé trop absent des enseignements bourgeois, est désormais présenté comme celui qui a révélé le rôle des cultures dominantes, le poids des représentations. Gramsci est un exemple vivant en faveur du combat des classes exploitées. Il est à l'origine du mouvement des conseils, en Italie du Nord, à Turin, où il participe à la création de ces assemblées locales et délibérantes sur le modèle des soviets. Un vaste mouvement de révisionnisme académique a été engagé. Trotski et l'histoire des mouvements minoritaires sont désormais le cœur des grands progrès pédagogiques des sciences humaines et sociales. Ces enseignements ont été magnifiés, mais outre l'islamo-marxiste iranien Shariati et le trotskiste britannique Chris Harman, de nouveaux noms sont apparus : René Dumont, premier candidat écologiste à une élection présidentielle en France, en 1974 ; Albert Gore, vice-président des États-Unis sous Bill Clinton, engagé ensuite dans la lutte pour sauver la planète ; Greta Thunberg, dont la statue a remplacé celle de Jeanne d'Arc, place des Pyramides, à Paris.

Dans le domaine des sciences exactes, les enseignements consacrés au génie génétique ont été définitivement interrompus dans les universités des régions écologistes. À la demande de collectifs d'étudiants, l'enseignement des écoles d'agronomie a été révisé. La France a totalement fait l'impasse sur le matériel génétique des plantes, sur la lutte contre les ravageurs, sur les techniques agricoles de pointe. Elle est absente des grands progrès réalisés aux États-Unis, en Chine et en Allemagne. L'appauvrissement de sa culture scientifique l'a condamnée à une agriculture paysanne peu productive mais « potagère ».

Comment une telle transformation a-t-elle été possible ? Comment les électeurs se sont-ils laissé rouler dans la farine ? La gauche « canal historique », socialiste et communiste, qui avait fait une partie du chemin avec les écologistes, a été disqualifiée dès que les Verts ont pu s'en passer. Certains avaient tiré la sonnette d'alarme – mais on croit ce qu'on aime croire ! Les naïfs… Des procès populaires ont été instruits contre ceux qui avaient défendu un socialisme réformiste compatible avec l'économie de marché. On a débaptisé la place Anne-Hidalgo, l'ancienne maire socialiste, dont la lutte contre l'automobile fut jugée par ses successeurs « superficielle ». Des poursuites judiciaires ont été engagées contre Dominique Voynet, ancienne ministre et chef de file des Verts à la fin du XX^e^ siècle, pour « collaboration » avec un gouvernement productiviste. « Je ne savais pas les conséquences de mes actes », a plaidé la vieille dame, dont le spectaculaire procès fut comparé par certains observateurs à celui intenté dans les années 1990 à un ancien préfet du régime de Vichy, Maurice Papon. La politique agraire du régime de Vichy a été réévaluée au détriment de la nucléarisation et de l'industrialisation de la France amorcées par le général de Gaulle. En 2035 a été publiée une liste des organisations interdites, incluant la FNSEA et les Coopératives de France. Les grands acteurs du traitement des maladies ont été poussés vers la sortie, en même temps que la production de solutions phytosanitaires était définitivement placée hors la loi. Paris et les grandes villes vertes sont devenues des laboratoires idéologiques, des terrains d'expérimentation de nouvelles politiques publiques.

Ainsi, à partir de 2030, les écologistes ont enfin donné suite à la revendication historique de l'association

Youth for Climate, qui réclamait la réquisition définitive des logements vides. Aucun tribunal ne peut plus désormais faire appliquer une décision de justice qui irait à l'encontre du droit opposable au logement. La loi est contestable, comme la propriété privée, proclamaient dès 2025 les activistes de Youth for Climate. « Refusons ce monde dicté par l'argent et les lois en faveur du système capitaliste qui expulse violemment, spécule, discrimine et tue. Lutter contre la gentrification est une lutte écologiste. »

En 2030, toutes les grandes villes vertes appliquent la politique des transports en commun « genrés ». Au prix de leur ralliement, les associations et mouvements féministes ont obtenu la fin de la mixité dans les autobus et les métros. Hommes et femmes sont désormais séparés. Une partie des travées est interdite aux hommes. Aucune solution n'a pu être trouvée pour séparer l'entrée dans les autobus, mais aux arrêts, des files d'attente distinctes sont tracées au sol. La file « Alice-Coffin » du nom d'une militante féministe radicale, ancienne élue de Paris, est strictement réservée aux femmes. Les files d'attente ne sont pas toutes respectées de la même façon, sauf dans les quartiers qui accueillent des populations musulmanes. Les représentants les plus fondamentalistes du culte musulman ont obtenu satisfaction sur de nombreux sujets du quotidien, au grand dam des intellectuels et des savants de l'islam, qui défendaient une sécularisation des pratiques religieuses. La haine anti-« mâle blanc » a grandi. Les signaux faibles étaient apparus au début des années 2020, sur les bancs des universités. Première salve, un message posté sur Twitter par une dirigeante du syndicat étudiant Unef, Hafsa Askar, la

vice-présidente de l'Unef à Lille, « on devrait gazer tous les blancs, cette sous-race ». Aucune voix autorisée n'avait protesté, à l'époque. Funeste erreur. Laissez passer une fois et vous laisserez passer mille fois.

Dans la France des années 2030-2040, les sujets de conflit ne manquent pas : haine de la science, haine du marché et des entreprises, haine de l'État central et de la laïcité. Rousseau prétendait que la loi est au-dessus de l'homme. Ceux qui se réclament de lui au XX^e^ siècle pensent que la nature est au-dessus de l'humanité. Notre belle société de concorde articulée autour de la laïcité a disparu pour laisser place à un monde *genré* et communautarisé. Les biais idéologiques se sont imposés progressivement. Rien d'étonnant. Il suffit de 10 % de militants convaincus, de 10 % de suiveurs et de 20 % de clones pour faire basculer une société constituée à 70 % d'indécis. Les conséquences sont assumées par tous, mais la bascule tient à une poignée d'individus bien organisés…

Si on peut toujours s'en étonner, la relecture des livres d'histoire rappelle que la grande Histoire est souvent faite par les minorités. Les métropoles dirigées par des écologistes ont agrégé toutes les revendications minoritaires de la société. La consommation de viande et de produits carnés s'est épuisée. Le véganisme a progressivement gagné du terrain. Et toujours avec de bons arguments de départ. L'excès de viande est mauvais pour la santé comme pour l'environnement. L'opinion a été chauffée à blanc par des documentaires sur la survenue de cancers de l'appareil digestif. Les films sur la mise à mort des animaux dans certains abattoirs ont provoqué l'indignation. Mais était-elle bonne conseillère, d'autant que l'opinion ne savait rien de l'abattage rituel par égorgement des animaux

dans les centres agréés par les autorités musulmanes. Les Verts n'ont pas osé s'en prendre à leurs amis de circonstance.

Les filières d'élevage ont progressivement disparu. Dans les centres urbains gérés par des écologistes, la restauration collective exclut la consommation de viande. Dans un premier temps, l'introduction de menus végétariens a été imaginée comme une option. Nous avons compris, mais un peu tard, qu'il s'agissait du coin dans l'arbre. Le bûcheron lui donne un coup de marteau une fois par jour et un beau matin, l'arbre tombe… Puis, c'est la consommation de produits carnés qui est elle-même devenue optionnelle, jusqu'à disparaître. À Paris comme à Lyon, Grenoble, Bordeaux, les boucheries ont fermé. La place des Victoires a été rebaptisée place Joaquin-Phoenix, du nom de cet acteur hollywoodien promoteur du véganisme, auteur d'un documentaire culte (*Gunda*, 2020), consacré aux dernières heures de la vie d'une truie et de ses petits. Le courant antiviande s'inspire de la pensée de Donald Watson, fondateur de la Vegan Society. Cet Anglais né au début du XX^e^ siècle éprouve de la sympathie pour les animaux. Pour lui aussi, l'abattage d'un cochon va jouer un rôle déterminant, le pousser à renoncer à toute consommation de viande puis de produits laitiers. Les écologistes qui siègent dans les assemblées locales ont été tenus de s'aligner sur les courants les plus durs de la « base ». Des îlots orthodoxes surveillent l'espace public. Ils n'hésitent pas à demander des comptes aux rares commerces locaux qui vendent encore des produits à base de lait d'ânesse, de cuir, de laine ou de mohair.

Des établissements ethniques halal ont survécu dans les quartiers à majorité musulmane, une concession aux

alliés des autres minorités, au titre de leur « intégration sociale ».

Les groupes de pression antiviande ont beaucoup joué sur la honte. Rien de tel pour disqualifier une cible. Ils ont occupé les travées du conseil municipal de Paris, déployé des calicots illustrés de photographies d'abattoirs, pulvérisé un liquide rouge sur les élus rétifs, manifesté sous leurs fenêtres, harcelé leurs familles. Ils ont pris l'opinion à témoin, joué sur ses bons sentiments. La honte marche en binôme avec l'humiliation. Tous ceux qui étaient visés, c'est-à-dire les bouchers eux-mêmes puis « leurs complices » les clients, les consommateurs, ont dû porter le poids de la honte. Toutes les occasions pour les humilier publiquement ont été utilisées. L'humiliation est plus forte que la loi. Encore plus dissuasive. Elle marque au fer rouge. L'humilié se demande s'il n'est pas l'objet d'un jugement permanent du groupe.

Dans cette société de genres, de clans et de groupes, dans ce monde où l'existence individuelle est indexée sur l'appartenance à une communauté, tout le monde ne fréquente pas tout le monde. Les interactions sociales entre communautés sont réglées. Celles-ci peuvent s'entendre sur des règles communes dans l'espace public. Sa neutralité a d'ailleurs été abandonnée. La neutralité de l'État est un concept du passé. La société s'est transformée en une immense salle d'audience, où le procès des déviationnistes est permanent. Une sorte de Big Brother insidieux. On peut lutter contre un tyran, on ne peut en revanche rien, quand toute la société se met à qualifier votre comportement et à le juger. La vraie dictature est là. Il n'existe ni texte ni jugement pour vous disqualifier. Vous êtes simplement humilié et vous avez honte. Procès sans appel !

Des Zad partout !

Dans les premières années de leur mandat, au début 2020, les maires écologistes ont encouragé les mouvements d'insoumission à l'ordre bourgeois, quitte à violer la loi : coup de main des activistes contre les vitrines bancaires, actions violentes contre les multiples coupables du réchauffement climatique. Ils ont laissé reconstituer des Zad, des « zones à défendre ». La Zad de Notre-Dame-des-Landes appartient désormais à la mythologie de l'écologie politique. Les militants qui ont participé à ce premier grand happening écolo se sont fait tatouer un « Z » stylisé sur le bras droit. Signe de reconnaissance et de distinction. Ils sont l'aristocratie des « luttes » ! Notre-Dame, c'est la bataille d'Austerlitz des Verts, le premier trophée offert par le pouvoir central. Une succession de lâchetés, à commencer par celle d'un Premier ministre du début du XXI^e^ siècle, l'ancien maire de Nantes, Jean-Marc Ayrault. La Zad de Notre-Dame-des-Landes, territoire de haute lutte dans lequel une poignée d'irréductibles est venue à bout de la machine étatique, a fait jurisprudence et a consacré un principe d'action : la convergence des luttes.

Le pouvoir central aurait dû en tirer une double leçon dans sa gestion de crise. Il ne l'a pas fait. Il aurait dû être vigilant sur la transversalité des luttes et sur l'observation attentive des signaux faibles. Les services de renseignement avaient averti. Ils n'ont pas été suivis. Les premières violences sont toujours de basse intensité. On s'en prend à des engins de chantier, aux installations électriques, à un centre des impôts, aux symboles du marché ou de l'État et, quand le pouvoir laisse passer les premiers signaux sans réagir, il est déjà trop tard.

Le Carrousel du Louvre a ainsi été l'un des premiers sites investis par les zadistes.

Double symbole : passage commercial dédié aux touristes, ces prédateurs de l'environnement, et lieu symbolique de l'Ancien Régime. À Paris, la tête de l'État aurait dû être vigilante. Il faut se méfier des mouvements de jonction ou d'agrégation. La jonction entre les groupes contestataires s'est faite à bas bruit. Les maires écologistes ont laissé leurs militants les plus convaincus, dont ceux qui se livraient à des violences contre les personnes ou les biens, s'installer dans les espaces naturels des grandes métropoles, les bois, les zones faiblement habitées, les parcs et jardins. Pour ces élus, il s'agissait de redonner la primauté au politique sur tout le reste. C'était aussi une concession inévitable au « canal historique » de l'écologie politique. Les zones à défendre se sont multipliées, profitant de la faiblesse des institutions de la République. Dans le bois de Vincennes, à proximité de Paris, au parc de la Tête d'or à Lyon, sur l'île de Nantes dans sa partie la plus verte, au jardin des Plantes de Toulouse, sur le foncier de l'ancien aéroport de Strasbourg…

l'Archipel

Vous avez aimé ce livre ?
Il y en a forcément un autre
qui vous plaira !

Découvrez notre catalogue sur
www.lisez.com/larchipel/45

Rejoignez la communauté des lecteurs
et partagez vos impressions sur

www.facebook.com/editionsdelarchipel/

@editions_archipel

Achevé de numériser en octobre 2021
par Facompo